

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 1388

80 - Somme

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIÉTAIRES

Modifications

Déclaration à la préfecture de la Somme

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE L'ESPACE DES HALLES

Nouvel objet : assurer la gestion, l'administration, l'entretien, le nettoyage, la répartition, la réfection, le remplacement, la surveillance, la sécurité et de tous les équipements d'intérêt commun appartenant ou non à l'association syndicale, c'est-à-dire : des volumes n°s 1, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 21, 23 et tous réseaux, V.R.D. à usage commun desservant au moins deux volumes ; propriété des volumes n°s 1, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 21, 23 et des réseaux, V.R.D. communs dont l'acquisition se fera moyennant un euro symbolique ; propriété des collecteurs d'eau potables, eaux usées, eaux pluviales, eaux vannes et tous réseaux de fluides non affectés à l'usage privatif d'un propriétaire jusqu'à leur raccordement au réseau public ; propriété des voiries et ouvrages permettant la circulation générale des usagers, exploitants, propriétaires, occupants à un titre quelconque des ouvrages dans le périmètre de l'ensemble immobilier ; toute cession de volumes dont la ville d'Amiens demanderait le classement dans le domaine public ; conclusion de toute convention relative à l'objet de l'association ; répartition des consommations de fluides qui ne font pas l'objet d'un comptage particulier ; répartition et recouvrement auprès des membres de tous les frais et charges afférents à la réalisation de l'objet social de l'association ; recourir à tous emprunts aux fins de réalisation de l'objet social, sous réserve que de telles opérations ne portent pas atteinte au but non lucratif de l'association syndicale libre ; d'une façon générale, la conservation, la gestion et le maintien de son patrimoine immobilier, soit par elle-même, soit en faisant appel à des entreprises extérieures ; contrôle de l'application du cahier des charges et servitudes de l'ensemble immobilier ; l'association syndicale libre devra vérifier que chacun de ses membres a souscrit une police d'assurance prescrite par l'état descriptif de division ; de façon générale, toutes opérations mobilières et immobilières concernant l'objet ci-dessus défini ; il est précisé que l'association syndicale réalisera l'objet ci-dessus défini qu'elle ait ou non la propriété des volumes ci-dessus énumérés et des équipements d'intérêt collectif

Siège social : place Maurice Vast, 80000 Amiens

Date de délivrance du récépissé : 22 mai 2017